

# le pouvoir aux travailleurs

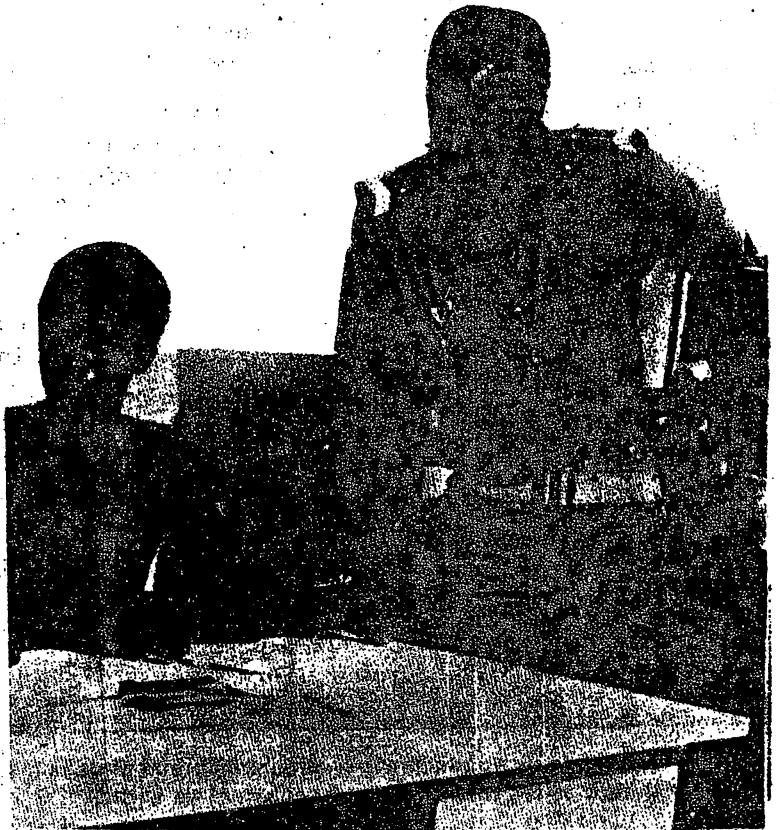
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 115 - 17 janvier 1983

PRIX : 2 F

## SENEGAL : Répression en Casamance



- DANS CE NUMERO -

- Mitterrand en Afrique
- GUINEE-BISSAU : Il y a 10 ans Amilcar Cabral était assassiné
- la LCT et les élections au Sénégal
- l'AESMF et ses bla-bla-bla ... etc...

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

# sommaire

# éditorial

## SENEGAL : REPRESSION EN CASAMANCE

Page 2

- EDITORIAL

Page 3

- SENEGAL : l'hôpital de Kaolack est devenu un vrai nid de maladies.

Page 4

- MITTERRAND EN AFRIQUE : l'impérialisme français continue son oeuvre

Page 5

- COTE D'IVOIRE : vous avez dit Yamoussokro ?

Page 5/6

- GUINEE-BISSAU : il y a 10 ans Amilcar Cabral était assassiné

Page 7

- MADAGASCAR : Ratsiraka met son rival en résidence surveillée  
- USA : l'émeute des noirs à Miami

Page 8

- La LCT et les élections au Sénégal

Page 9

- L'AESMF et ses Bla-Bla-Bla

Pour tous renseignements, écrire au journal.

Adresse :

Combat Ouvrier  
" pour le PAT "  
BP 145 75 023  
PARIS-CEDEX

En décembre dernier, plus d'une centaine de personnes sont descendues manifester dans les rues de Ziguinchor, en Casamance, à l'appel d'une organisation politique jusque-là inconnue, le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance - M.F.D.C -

Les manifestants qui réclamaient l'autonomie de cette région par rapport au régime central de Dakar, justifiaient leurs revendications par des particularités historiques et culturelles propres à celle-ci. Plusieurs dizaines de manifestants dont la plupart des dirigeants du MFDC ont été arrêtés par la police; certains manifestants ont été transférés à Dakar.

Un communiqué gouvernemental, rendu public un jour après la manifestation de Ziguinchor explique notamment : " Malgré l'interdiction qui leur avait été faite, les manifestants (...) ont tenté de descendre le drapeau sénégalais hissé à la gouvernance pour mettre à sa place leur emblème. Les forces de l'ordre ont réagi rapidement et quelques personnes ont été arrêtées. Il y a eu quelques blessés légers (...). " Ce n'est pas la première fois que le gouvernement sénégalais réprime une manifestation à Ziguinchor. En 1981, la police était déjà intervenue brutalement dans cette ville contre les lycéens en grève, en faisant deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Le gouvernement, dont Diouf était le 1<sup>er</sup> ministre, avait du mal à rétablir le calme. Le mouvement de contestation avait atteint d'autres villes comme Dakar, Saint-Louis, Thiès où des étudiants et lycéens se solidarisaient avec ceux de Ziguinchor.

Pour répondre aux revendications des manifestants, Abdou Diouf utilise les mêmes recettes que tous les dictateurs africains : la force brutale. Chaque fois que le pouvoir des dirigeants en place est menacé, ceux-ci font intervenir rapidement les forces de répression; si leurs propres forces de répression sont débordées, ils n'hésitent pas à faire appel à celles de l'impérialisme.

Et le gouvernement trouve toujours de sous-fifres prêts à approuver sa politique dictatoriale. C'est ainsi que dans "le Soleil" du 31 décembre, les manifestants de Ziguinchor sont qualifiés d' "enragés" ou d' "aventuriers" qui "doivent être punis sévèrement" pour avoir osé mettre en cause "l'intégrité territoriale du Sénégal et l'Unité nationale".

Le problème de la Casamance se ramène en fait aux difficultés économiques que connaît le Sénégal dans son ensemble. C'est la misère qui frappe surtout les plus démunis, les travailleurs et les paysans pauvres. A cette misère générale, s'est greffé, dans le cas de cette région, le sentiment que le gouvernement ne fait rien pour une région qui passe pour "le grenier à riz" du Sénégal. Et il s'est trouvé des politiciens qui ont exprimé, exploité ce sentiment-là.

Ce sentiment-là subsiste. Mais il y a surtout la dégradation perpétuelle des conditions de vie des masses laborieuses. Ce qui poussera inévitablement les gens à se battre.

Le gouvernement sénégalais n'est donc pas du tout à l'abri d'autres nouvelles manifestations de mécontentement, tôt ou tard.

Nous, travailleurs révolutionnaires africains, sommes solidaires des manifestants de Ziguinchor, parce que nous ne reconnaissons pas à Diouf, valet de rechange de l'impérialisme français, le représentant des possédants, des riches, des notables, en un mot des exploités, le droit de réprimer les manifestants. Nous soutenons les minorités opprimées qui

... / ...

luttent pour se débarrasser, ou même se séparer de ceux qui les oppriment - ce qui est légitime. Mais nous sommes également pour que les gens puissent vivre dans une entité géographique plus vaste, débarrassée des frontières artificielles, arbitraires créées en Afrique par les colonisateurs, selon leurs intérêts. Mais dans cette vaste entité géographique, les minorités auront le droit de s'exprimer librement, sans aucune contrainte.

C'est cette politique-là que les Senghor, Diouf et compagnie ne veulent, ni ne peuvent appliquer. C'est pourquoi au lieu de mener une politique séparatiste, il faut au contraire, que les exploités sénégalais s'unissent indépendamment de leurs différences ethnique et régionale contre le pouvoir d'Abdou Diouf et de ses sbires.

## SENEGAL l'hôpital de Kaolack est devenu un vrai nid de maladies

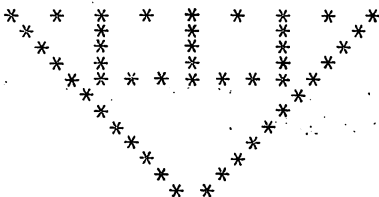
Habituellement on va à l'hôpital pour se faire soigner. Mais à l'hôpital de Kaolack, bientôt ce sont les malades qui refuseront d'y aller pour éviter d'être contaminés par des maladies graves.

En effet, cet hôpital est envahi par les ordures ménagères et les eaux usées. Il n'y a pas de système de ramassage des ordures et les eaux sales envahissent les allées, faute de raccordement aux égouts.

Oh ! la municipalité s'est émue de la situation, mais après plusieurs réunions la situation reste la même. Il paraît qu'il n'y a pas de moyens. Pourtant, la commune de Kaolack est celle qui a le plus gros budget après le Cap Vert (Dakar).

Il ne faudrait surtout pas demander à ces messieurs du ministère de la Santé ou au conseil municipal de Kaolack, des comptes sur cet hôpital. Entre les grandes réceptions et les dépenses inutiles, ils n'ont plus de quoi s'occuper de la santé.

En attendant, l'hôpital devient un danger pour la population.



# MITTERRAND en Afrique

## L'IMPERIALISME FRANÇAIS CONTINUE SON ŒUVRE

Mitterrand vient d'effectuer sa troisième tournée en Afrique. Cette fois-ci cela a été le tour du Togo, du Bénin et du Gabon.

Jusque dans leurs détails, les tournées de Mitterrand ressemblent à celles de ses prédécesseurs. C'est le même scénario, les mêmes protocoles, et presque les mêmes discours démagogiques parlant d' "aide au développement", de coopération etc...

Mitterrand, comme ses prédécesseurs, vient en tant que représentant de l'impérialisme français rendre visite à ses valets d'Afrique. Oh, il a pleurniché un peu sur le sort des pays pauvres en ces temps de crise. Il a "épongé" par-ci, par-là quelques dettes et accordé de nouveaux prêts. Mais il n'y a rien de nouveau non-plus dans cette démarche, car depuis les indépendances de ces anciennes colonies, l'impérialisme français agit de la même sorte.

L'Etat français finance quelques investissements, accorde des "facilités" en les présentant comme des cadeaux aux pays du tiers-monde mais les premiers bénéficiaires sont plutôt les trusts français qui empochent l'argent à travers des contrats de toutes sortes.

Les bénéficiaires, ce sont aussi les dictateurs en place mais jamais la population. Cette dernière reçoit au contraire en échange un peu plus de misère et un peu plus de répression car c'est avec ces "aides" que nos régimes s'arment et entretiennent les militaires, la police et tous les autres fonctionnaires corrompus. C'est avec ces "aides"-là qu'on favorise la monoculture au détriment des cultures vivrières. Cela aboutit à ce que nous connaissons en Afrique depuis quelques années : la famine, la malnutrition alors que dans le même temps la quantité d'arachides ou de coton par exemple est en augmentation.

Mitterrand a fait semblant de plaindre les pays pauvres face aux trusts des pays riches qui leur imposent un prix dérisoire à leurs matières premières, mais il a omis de dire que l'impérialisme français est parmi les premiers responsables de cet état de choses et qu'il continue à piller les richesses des pays sous sa domination.

Mitterrand voudrait certainement qu'on le prenne pour un avocat des pays pauvres mais les larmes qu'il a versées ne sont que des larmes de crocodile .

L'impérialisme français continue à soutenir les régimes dictatoriaux africains, l'armée française sera toujours là pour les protéger et pour les aider à écraser toute révolte de la population.

Bref, avec un gouvernement "socialiste" ou pas, l'impérialisme français continue toujours à piller ces anciennes colonies.

\* \* \* \* \*            \* \* \* \* \*  
\* \* \* \*            \* \* \* \*  
\* a \* a \* a \* a \* a \*  
\* \*                    \* \*  
\*                      \*

COTE

d' VOUS AVEZ DIT YAMOUSSOKRO ?

IVOIRE

Tout récemment en visite au Sénégal, le maire d'Abidjan, Emmanuel Dioulo a annoncé à la presse qu'il avait proposé Yamoussokro, village natal d'Houphouët, comme capitale politique de la Côte d'Ivoire.

Oh, il ne faut surtout pas voir là, une quelconque manoeuvre bassement politicienne. Laissons le maire d'Abidjan s'en expliquer : " Au regard de la position géographique de ce village, des investissements qui y ont été faits, et de ce que Yamoussokro représente pour notre peuple, un village qui a vu naître et grandir le fils le plus prestigieux de la Côte d'Ivoire, j'estime en toute sincérité qu'une telle initiative ne serait ni complaisante ni démagogique."

Evidemment devant de tels arguments, qui ne serait pas convaincu ? Il est vrai que Yamoussokro, à peine 10 000 habitants, possède un aéroport de classe internationale avec piste pour le concorde, Palais de congrès ultra-chic, hôtels de luxe, terrain de golf etc. Equipements qui, du reste, ne sont pas utilisés les trois quarts de l'année. Mais ... surpême avantage, Yamoussokro est le village natal du président.

Pour le moment Houphouët n'a pas encore répondu à la proposition d'Emmanuel Dioulo. Mais quoi qu'il en soit, le maire d'Abidjan peut dormir tranquille. Il aura marqué un point auprès d'Houphouët. Et dans cette ambiance de course à la succession, cela compte pour ces gens-là.

## GUINEE-BISSAU

### IL Y A 10 ANS, AMILCAR CABRAL ETAIT ASSASSINE ... ..

Dix ans se sont écoulés depuis la mort de Amilcar Cabral, Secrétaire Général du PAIGC ( Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert ). En effet, c'est en janvier 1973 qu'il a été sauvagement assassiné par de lâches agents de l'appareil policier portugais - la sinistre PIDE.

Dans les années 70, la lutte armée de libération nationale se développait irrésistiblement dans les colonies portugaises : Mozambique, Angola et Guinée-Bissau. Dans ce dernier pays, la lutte armée engagée contre la barbarie coloniale était dirigée par Amilcar Cabral. Et c'est pour frapper fort les opprimés, qui avaient choisi cette lutte, que Cabral a été lâchement assassiné, comme l'a été avant lui le dirigeant nationaliste mozambicain Eduardo Mondlane.

Pour maintenir des millions de gens dans la servitude et l'exploitation capitaliste, les laquais du colonialisme portugais n'hésitaient pas à utiliser tous les moyens répressifs : assassinats, bombardements ... Mais leur répression aveugle et désespérée n'a même pas réussi à ralentir le mouvement de libération nationale, puisque le PAIGC devait arracher l'indépendance peu de temps après la mort de son dirigeant.

L'indépendance conquise grâce à la lutte armée a permis aux peuples de Guinée-Bissau et des autres colonies portugaises de mettre un terme à l'humiliation coloniale.

Mais elle n'a pas mis fin à l'oppression et encore moins à l'exploitation. Car la décolonisation n'a pas empêché les anciens pays colonisateurs et les autres pays impérialistes de continuer de piller et d'opprimer les pays d'Afrique tout comme par le passé.

... / ...

La lutte des opprimés africains a permis simplement aux bourgeois africains d'avoir un peu plus de place par rapport à la bourgeoisie impérialiste et de recevoir de celle-ci quelques miettes des rapines entreprises depuis des siècles. Et c'est pour défendre ces piètres intérêts de la bourgeoisie nationale et pour masquer les intérêts spécifiques des opprimés que les nationalistes ont mis en avant l'idée de l'indépendance nationale. En préconisant l'alliance de toutes les classes sociales contre l'impérialisme, les nationalistes tenaient absolument à éviter que les travailleurs des villes et des campagnes s'organisent indépendamment des bourgeois nationaux et avancent leurs propres revendications ( en plus du problème général de l'indépendance ).

La politique des nationalistes a amené naturellement les oppresseurs de chez nous à prendre la place de ceux venus d'ailleurs. Nous n'avons pas la liberté élémentaire de nous réunir et de nous organiser en tant que travailleurs.

Quant au " développement national pour une indépendance économique " qu'ils prétendaient réaliser après l'indépendance politique, il suffit de constater la faillite qui existe partout dans les pays qu'ils dirigent pour relever le caractère utopique de l'idée d'une économie nationale et indépendante. A notre époque où le capitalisme a créé un marché mondial, même les pays riches ( et à plus forte raison les pays pauvres ) ne peuvent prétendre arriver à se suffire à eux-mêmes. De plus, le développement du capitalisme à l'échelle mondiale accumule sans cesse des richesses dans un petit nombre de pays alors que dans la plupart des pays s'accroissent la pauvreté et la faim.

Les dirigeants nationalistes ont démontré eux-mêmes qu'en faisant travailler durement les paysans, ils n'ont réussi qu'à enrichir un peu plus les impérialistes sans pourtant développer leurs pays.

C'est pourquoi toute politique qui ne cherche pas à détruire le système capitaliste lui-même conduira inévitablement dans une impasse comme celle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Nous savons que la situation d'exploitation actuelle ne profite qu'à quelques riches de nos pays. Pour les travailleurs des villes, les ouvriers agricoles et les petits paysans, c'est toujours la misère. Les exploités africains n'ont donc rien à voir avec la minorité privilégiée. L'expérience de la lutte pour l'indépendance a montré concrètement que les travailleurs n'ont aucun intérêt à s'allier aux riches et à leurs agents nationalistes.

La période qui commence après les indépendances politiques est celle du combat contre l'oppression et l'exploitation. Ce combat, qui doit être engagé d'abord contre notre propre bourgeoisie peut être gagné par les travailleurs s'ils s'organisent pour se battre et s'ils réussissent à avoir la confiance et l'appui des paysans pauvres.

Seule, une lutte dirigée par les travailleurs organisés permettra à toutes les couches opprimées de s'émanciper en décidant enfin collectivement de leurs propres destinées.

## MADAGASCAR: Ratsiraka met son rival en résidence surveillée

Monja Jaona, dirigeant nationaliste malgache, leader du MONIMA ( seul parti politique à avoir présenté un candidat contre Ratsiraka lors des élections présidentielles de novembre dernier ) a été mis en " résidence surveillée " après avoir été écarté du C S R ( Conseil Suprême de la Révolution ).

Le motif de son internement c'est d'avoir osé contester les résultats des élections que Ratsiraka a remportées d'un peu plus de 80 % contre un peu moins de 20 % pour Monja Jaona. Ce dernier avait appelé à un rassemblement au stade de Mahamasina, à Antananarivo, le 14 décembre dernier. Entre 3 000 et 4 000 personnes ( selon l'hebdomadaire Lakroa ) sont venues l'écouter, malgré l'interdiction de toute manifestation formulée par le gouvernement.

Monja Jaona a lancé un appel à la grève générale illimitée, jusqu'à ce que le gouvernement accepte de réorganiser de nouvelles élections. Des manifestants ont ensuite sillonné les rues de la capitale. Des scènes de pillage ont eu lieu. Le magasin Bata, le restaurant " la Rotonde ", ainsi que des boutiques appartenant à des commerçants chinois ont été pillés.

En internant de nouveau Monja Jaona, Ratsiraka espère-t-il mettre un terme à toute forme d'opposition à son régime ? En tout cas dans cette voie, il a l'appui de tous les partis membres du Front qui ont approuvé les mesures prises à l'encontre de M. Jaona. Ils veulent tous que les choses se déroulent dans " le calme et la bonne entente ". Mais dans la bouche de Ratsiraka et de ses partisans, ces mots veulent tout simplement dire qu'il est interdit de s'exprimer surtout quand c'est pour dire des choses à l'encontre du régime.

Ce dernier montre d'autant plus de fermeté que toute forme de contestation ouverte peut servir de canal au mécontentement existant au sein de la population victime de la pénurie et de la misère.

## USA

### L'ÉMEUTE DES NOIRS À MIAMI

La fin de l'année dernière a été marquée aux Etats-Unis par la révolte des noirs à Miami en Floride. Le quartier noir de la ville a été secoué par de violentes émeutes. La police américaine a quadrillé tout ce quartier.

L'attitude des policiers blancs est à l'origine de l'émeute des noirs. Dans la nuit du 29 décembre, une patrouille de police tire sur un jeune noir qu'elle voulait arrêter et le blesse grièvement à la tête. Il mourra peu de temps après, à la suite de ses blessures. Aussitôt, les habitants du quartier se rassemblent pour protester contre cet acte. Des renforts de police venus sur les lieux tirent sur les manifestants, faisant un mort et plusieurs blessés. Une trentaine de personnes ont été arrêtées.

Ce n'est pas la première fois que des émeutes éclatent dans le ghetto noir de Miami. En 1980, parce que le tribunal a acquitté quatre policiers blancs qui avaient battu à mort un homme d'affaires noir, une émeute a éclaté dans le quartier noir de Miami. La violence de la révolte des noirs américains est à l'image de l'oppression que subit cette fraction de la population des Etats-Unis. Les noirs sont victimes non seulement de l'exploitation mais aussi du racisme. Ils sont les plus mal payés, ils sont les plus touchés par le chômage.

Et il est bien légitime qu'ils réagissent par la violence contre le racisme violent des blancs et contre l'oppression.

# LA L C T et les élections au SENEGAL

La Ligue Communiste des Travailleurs ( LCT ) tendance PCI ( trotskystes France ) fait signer actuellement une pétition en France. Selon cette organisation, la pétition est le prolongement d'une initiative qu'elle a déjà entreprise au Sénégal. Nous citons quelques passages significatives de cette pétition : " Il faut amplifier la bataille de l'unité ! Toutes les organisations ouvrières, populaires et anti-impérialistes doivent se prononcer clairement et sans équivoque sur un candidat unique pour chasser Diouf ! ".

Les camarades de la LCT ont annoncé dans cette même pétition qu'il y aura une conférence nationale à Paris le 30 janvier. Au cours de cette conférence sera constituée une " délégation de l'émigration aux Assises Nationales d'Unité d'Action Anti-impérialiste " qui auront lieu à Dakar.

Citons encore une autre phrase de la pétition : " Diouf, son gouvernement, son assemblée doivent être chassés ". Ces camarades ont l'air de croire en l'hypothèse que Diouf puisse être battu au cours de ces élections. Et surtout ils attachent une grande importance à une telle éventualité pourtant peu probable.

A supposer même que comme le dit la LCT, Diouf soit chassé au cours de ces élections, qu'est-ce que cela changera pour les masses travailleuses et paysannes ? Qu'est-ce que cela changera pour les chômeurs et les milliers de jeunes qui n'ont jamais eu la chance de trouver un travail ? Rien.

Un homme dit de gauche comme Mahjemout Diop qui se réclame volontier du communisme ou tout autre individu de droite comme Abdoulaye Wade, s'ils arrivaient au pouvoir, ne changeraient rien quant à l'exploitation quotidienne subie par les masses travailleuses et paysannes sénégalaises.

S'il y a quelque chose à dire pendant cette campagne électorale, contrairement à la LCT ce n'est pas des mots d'ordre creux qui ne servent qu'à semer des illusions chez le petit peuple qui veut bien les écouter, en lançant " Dehors Diouf " comme certaines organisations d'extrême-gauche françaises faisaient aux élections de 81, avec leur " Dehors Giscard ". Cela fait bientôt deux ans que Giscard est " dehors ". Qu'est-ce que cela a changé pour la classe ouvrière française ? Rien.

Alors que ce soit un Mahjemout Diop ou un Wade ou Diouf qui est élu, cela ne changera rien pour les masses laborieuses. Si les travailleurs, les paysans et tous les opprimés du Sénégal veulent en finir avec Diouf, son assemblée, ses lois anti-démocratiques et changer vraiment leurs conditions de vie, il faut qu'ils s'organisent indépendamment de tous ces bourgeois du Sénégal. Il faut qu'ils se préparent à mettre dehors Diouf et ses semblables, pas par des élections, mais par la révolution.

Car sans une intervention des masses consciemment préparées, les populations seront toujours opprimées et exploitées. Ce n'est pas un homme dit de gauche élu à la tête d'un Etat bourgeois qui pourra mettre fin à la situation misérable dans laquelle se trouvent les masses opprimées et exploitées du Sénégal.



## L'AESMF et ses bla-bla-bla

L'AESMF ( Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France ) a tenu un meeting récemment à Paris, pour dénoncer le régime dictatorial de Moussa Traoré, et pour soutenir la lutte des étudiants et élèves du Mali.

Au cours de ce meeting, ils ont insisté surtout sur leurs problèmes corporatistes : le problème d'une minorité de la jeunesse scolarisée, petite bourgeoise, estudiantine, en passant comme d'habitude sous silence les problèmes de la majorité de jeunes non scolarisés, futurs ouvriers ou chômeurs à vie.

Ils n'ont dénoncé ni la misère dans laquelle vit la classe ouvrière malienne, ni celle des paysans pauvres. Ils justifient cela par le fait que le meeting n'était organisé que pour soutenir les étudiants et élèves en lutte.

Après l'exposé sur le Mali, ils ont préféré parler de la Gambie et de l'Afrique du Sud. Et comme dans tout bon meeting estudiantin, cela s'est terminé par le vote de trois motions à envoyer, l'une à Diouf pour lui demander de retirer ses troupes de Gambie, l'autre à Moussa Traoré, la dernière au régime raciste d'Afrique du Sud. Comme si ces motions pouvaient modifier quelque chose dans la politique de ces dictateurs.

En définitive, ils n'ont fait que bavarder, en se donnant des airs d'opposants. Depuis que cette organisation corporatiste existe, qu'ont fait ses militants, dont certains se réclament du marxisme-léninisme ? La majorité de ses militants, dès leur retour au Mali, s'intègrent directement dans l'appareil d'Etat réactionnaire qu'ils dénonçaient en étant à 5 000 Kms du pays.

Il est vraiment temps que ces petits bourgeois intellectuels cessent de bavarder inutilement, et qu'ils se mettent à travailler pour la cause du peuple travailleur et paysan, en mettant tout leur savoir au service du prolétariat, au lieu de se mettre au service de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme.

Le moment est venu où il ne faut plus se contenter de mener des discussions théoriques, mais il faut agir concrètement en se plaçant sur le terrain du prolétariat pour la construction du parti authentiquement révolutionnaire communiste et internationaliste au Mali comme dans tous les autres pays africains.

Telle est la tâche à laquelle les intellectuels honnêtes doivent oeuvrer aujourd'hui.

5/11/77  
F F F F

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.